

vèrement les matelots de Cronstadt, qui, dans leur fougue, étaient allés trop loin et avaient déclaré ne pas reconnaître le Gouvernement Provisoire.

Les adversaires de la lutte pour le pouvoir abordaient tout autrement la question. A la Conférence d'avril du Parti, Kamenev exposait ses plaintes : « Dans le n° 19 de la *Pravda*, des camarades (il s'agit évidemment de Lénine. L. T.) avaient proposé une résolution sur le renversement du Gouvernement Provisoire, résolution imprimée avant la dernière crise, mais ils l'ont rejetée ensuite comme susceptible d'introduire la désorganisation et empreinte de l'esprit d'aventure. On le voit, les camarades en question ont appris quelque chose pendant cette crise. La résolution proposée (c'est-à-dire la résolution proposée par Lénine à la Conférence. — L. T.) répète cette faute. » Cette façon de poser la question est significative au plus haut point. La reconnaissance une fois effectuée, Lénine retira le mot d'ordre du renversement immédiat du Gouvernement Provisoire, mais il le retira temporairement, pour des semaines ou des mois, selon que l'indignation des masses contre les conciliateurs croîtrait plus ou moins rapidement. L'opposition, elle, considérait ce mot d'ordre comme une faute. Le recul provisoire de Lénine ne comportait pas la moindre modification de sa ligne. Lénine ne se basait pas sur le fait que la révolution démocratique n'était pas encore terminée, mais uniquement sur le fait que la masse était encore incapable de renverser le gouvernement provisoire et qu'il fallait la rendre au plus vite capable de l'abattre.

Toute la conférence d'avril du parti fut consacrée à cette question essentielle : Allons-nous à la conquête du pouvoir pour réaliser la révolution socialiste, ou aidons-nous à parachever la révolution démocratique ? Par malheur, le compte rendu de cette conférence n'est pas encore imprimé ; pourtant, il n'y a peut-être pas dans l'histoire de notre parti de congrès qui ait eu une importance aussi grande, aussi directe pour le sort de la révolution.

Lutte irréductible contre le défensisme et les défensistes, conquête de la majorité dans les Soviets, renversement du gouvernement provisoire par l'intermédiaire des Soviets, politique révolutionnaire de paix, programme de révolution socialiste à l'intérieur et de révolution internationale à l'extérieur : telle est la plate-forme de Lénine. Comme on le sait l'opposition était pour le parachèvement de la révolution démocratique au moyen d'une pression sur le Gouvernement Provisoire, les soviets devant rester des organes de « contrôle » sur le pouvoir bourgeois. De là une attitude beaucoup plus conciliante à l'égard du défensisme.

Un des adversaires de Lénine déclarait à la conférence d'avril : « Nous parlons des soviets ouvriers et soldats comme de centres organisateurs de nos forces et du pouvoir... Leur nom seul montre qu'ils sont un bloc des forces petites-bourgeoises et prolétariennes auquel s'impose la nécessité d'achever les tâches démocratiques bourgeoises. Si la révolution démocratique bourgeoise est terminée, ce bloc ne pourrait exister... et le prolétariat mènerait la lutte révolutionnaire contre lui... Néanmoins, nous reconnaissons ces soviets comme des centres d'organisation de nos forces... Ainsi, la révolution bourgeoise n'est pas encore close, elle n'a pas donné toute sa mesure et nous devons reconnaître que si elle était entièrement terminée, le pouvoir passerait aux mains du prolétariat. » (Discours de Kamenev).

L'inconsistance de ce raisonnement est évidente : en effet, la révolution ne sera jamais tout à fait terminée tant que le pouvoir ne passera pas en d'autres mains. L'auteur du discours précité ignore l'axe véritable de la révolution il ne déduit pas les tâches du parti du groupement réel des forces de classe, mais d'une définition formelle de la révolution considérée comme bourgeoise ou démocratique-bourgeoise. Selon lui, il faut faire bloc avec la petite bourgeoisie et exercer un contrôle sur le pouvoir bourgeois tant que la révolution bourgeoise ne sera pas parachevée. C'est là un schéma nettement menchevik. En limitant doctrinairement les tâches de la révolution par l'appellation de cette dernière (révolution « bourgeoise ») on devait fatalement arriver à la politique de contrôle sur le Gouvernement Provisoire, à la revendication d'un programme de paix sans annexions, etc... Par parachèvement de la révolution démocratique, on sous-entendait la réalisation d'une série de réformes par l'intermédiaire de la Constituante, où le parti bolchevik devait jouer le rôle d'aile gauche. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets » perdait ainsi tout contenu réel. C'est que, plus logique que ses camarades de l'opposition, Noguine déclara à la conférence d'avril : « Au cours de l'évolution, les attributions les plus importantes des soviets disparaissent, une série de leurs fonctions administratives sont transmises aux municipalités, aux zemstvos, etc... Considérons le développement ultérieur de l'organisation étatique : nous ne pouvons nier qu'il y aura une Assemblée Constituante et, à sa suite, un Parlement. Il en résulte que, progressivement, les soviets seront déchargés de leurs principales fonctions ; mais cela ne veut pas dire qu'ils terminent honteusement leur existence. Ils ne feront que transmettre leurs fonctions. Ce n'est pas avec les soviets du type actuel que la république-commune sera réalisée chez nous ».

Enfin, un troisième opposant aborda la question du point de vue de la maturité de la Russie pour le socialisme : « Pouvons-nous, en arborant le mot d'ordre de la révolution prolétarienne, compter